



Projet de décision de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur la définition des marchés pertinents de la téléphonie fixe, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés, et les obligations imposées à ce titre.  
Projet de décision notifié à la Commission européenne et mis en consultation publique.

Réponse du Groupe France Télécom

10 juin 2011 - 11 juillet 2011

**Version non confidentielle**

Contact : [thierry1.mutschler@orange-ftgroup.com](mailto:thierry1.mutschler@orange-ftgroup.com) et [benoit.bacquey@orange-ftgroup.com](mailto:benoit.bacquey@orange-ftgroup.com)

Lien vers la consultation : [http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/projdec-adm-tel-fixe-100611.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/projdec-adm-tel-fixe-100611.pdf)

## Synthèse

France Télécom a pris connaissance du projet de décision sur l'analyse de marché de la téléphonie fixe de l'Arcep notifié à la Commission européenne et se félicite de la prise en compte par l'Autorité de plusieurs commentaires faits par France Télécom dans ses réponses d'une part à la consultation publique menée par l'Autorité auprès du secteur du 23 février au 23 mars 2011 et d'autre part suite au projet soumis pour avis à l'Autorité de la concurrence du 15 avril 2011 au 27 mai 2011.

Sur les parties du projet de décision sur l'analyse des marchés non modifiées, France Télécom renvoie intégralement à ses réponses du 23 mars 2011 et du 27 mai 2011. Cependant sur les parties modifiées et sur les éléments nouveaux inscrits dans ce projet, France Télécom tient à souligner les points suivants.

1. En matière d'évolution technologique sur l'architecture technique et les obligations qui pourraient être imposées, certaines dispositions du projet d'analyse de marché paraissent contestables.

Le projet de décision d'analyse de marché prévoit d'imposer à France Télécom de faire droit aux demandes raisonnables en matière d'interconnexion en mode IP. Pour France Télécom, il est prématuré et non proportionné d'imposer cette obligation pour ce prochain cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe. Une telle obligation serait sans doute justifiée pour le cycle suivant dès lors que l'interconnexion IP sera normalisée et couramment utilisée par les principaux acteurs du secteur.

De plus, le projet de décision d'analyse de marché prévoit d'imposer à France Télécom une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents, sous un délai de 18 mois, pour l'acheminement du trafic au départ ou à destination des accès s'appuyant sur la technologie IP (numéros géographiques et non géographiques en voix sur IP). Une telle obligation ne semble pas raisonnable pour deux raisons :

- d'une part, une telle réduction du nombre de points pertinents ne se justifie pas en l'absence d'une interconnexion IP et le délai de 18 mois est trop court au regard des travaux restant à mener sur la mise au point d'une telle offre au sein de la communauté des acteurs du secteur ;
- d'autre part, l'application de cette obligation conduirait France Télécom à communiquer les numéros de ses accès en voix sur IP à ses concurrents afin que ces derniers puissent acheminer les communications au niveau des points pertinents vers ses accès en fonction de la technologie de la boucle locale. La communication des numéros des accès permettrait à tout opérateur de connaître les noms et adresses des clients des offres multiservices de France Télécom et par déduction de nos clients RTC. Par conséquent une telle obligation concernant le marché de gros doit être exclue du fait de ses conséquences sur le marché de détail.

Le nombre de points d'interconnexion pertinents au départ des accès de la boucle locale IP de France Télécom est déjà raisonnable puisqu'il est limité à un nombre de point de l'ordre d'une vingtaine (PRO). Par conséquent l'obligation envisagée par l'Autorité est déjà satisfaite pour ce type de trafic.

2. Certaines améliorations devraient être apportées au modèle technico-économique des coûts d'un opérateur générique efficace, destiné à déterminer le niveau tarifaire pluriannuel maximal de la terminaison d'appel.

France Télécom a noté que plusieurs améliorations ont été apportées par l'Autorité dans ce projet de décision, il convient néanmoins de prendre en compte les points additionnels suivants :

- Les coûts supports associés au patrimoine incrémental, bien qu'étant fixes à court terme sont variables à long terme avec le volume d'activité généré par l'incrément et doivent donc être intégrés au coût incrémental à long terme de la terminaison d'appel.
- Les coûts communs indivis ne doivent pas être absents du coût incrémental. Toute activité (y compris la terminaison d'appel) engendre une quote part de ces coûts.

La non prise en compte de ces coûts sous-estime de façon significative les niveaux tarifaires pluriannuels de la terminaison d'appel fixe inscrits dans le projet de décision. France Télécom évalue que les coûts incréments d'un opérateur efficace de téléphonie fixe seront largement supérieurs à 0,1cent€/mn durant toute la prochaine période d'analyse de marché.

3. L'écart entre le niveau tarifaire de la Terminaison d'Appel et son coût complet doit être recouvré.

France Télécom se félicite que l'Autorité estime pertinent et légitime que soit recouvrée une partie des coûts complets non couverts par les niveaux tarifaires pluriannuels de la terminaison d'appel définis dans le projet de décision de l'Autorité.

Pour France Télécom ces coûts doivent être recouverts à la fois sur les marchés de détail et les marchés de gros suivant une règle objective et non discriminatoire. Le recouvrement d'une partie de ces coûts sur le marché de gros est de nature à avoir un impact sur les tarifs de certaines prestations de gros, orientés vers les coûts, prestations basées sur une technologie RTC (départ d'appel et/ou vente en gros de l'abonnement au service téléphonique).

4. L'analyse et la fixation des niveaux tarifaires pluriannuels concernant les départs d'appel de France Télécom à destination des numéros SVA méritent d'être précisées.

France Télécom adhère à la distinction faite entre le départ d'appel SVA d'une part, et le départ d'appel de la présélection et de l'internet bas débit d'autre part.

Concernant le départ d'appel de la présélection et de l'internet bas débit, France Télécom partage l'analyse de l'Autorité pour que ce tarif reste sur un niveau tarifaire orienté vers les coûts complets de l'opérateur efficace réel RTC qu'est France Télécom.

Concernant le départ d'appel SVA, France Télécom maintient sa position : le marché du départ d'appel d'un opérateur de boucle locale est un marché pertinent sur lequel chaque opérateur devrait être déclaré puissant. Par conséquent une régulation symétrique devrait s'appliquer dès le début du 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché.

L'Autorité quant à elle n'identifie pas de marché pertinent au départ de ces différentes boucles locales et envisage une symétrie tarifaire uniquement au début du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe. Une solution intermédiaire pourrait être un encadrement tarifaire identique pour l'ensemble des opérateurs à un niveau supérieur ou égal aux coûts complets constatés de France Télécom dès le début du 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché. Cela serait avantageux pour les opérateurs alternatifs car supérieur à leurs coûts (similaires a priori à ceux d'un opérateur NGN efficace) et cela permettrait d'afficher une symétrie tarifaire immédiate.

Enfin pour l'encadrement tarifaire pluriannuel des tarifs (non excessifs) du départ d'appel à destination des numéros SVA, France Télécom considère que les niveaux tarifaires pluriannuels indiqués dans le projet de décision sont nettement inférieurs aux tarifs que France Télécom pourrait pratiquer tout en conservant le caractère non excessif de ces tarifs.



## **Commentaires du Groupe France Télécom**

France Télécom a pris connaissance du projet de décision sur l'analyse des marchés de la téléphonie fixe notifié à la Commission européenne et souhaite faire part ici de ses remarques complémentaires à ses réponses faites d'une part dans le cadre de la consultation publique menée par l'Autorité du 23 février au 23 mars 2011 et d'autre part suite à la publication de son projet d'analyse soumis pour avis à l'Autorité de la concurrence du 15 avril 2011 au 27 mai 2011.

Certaines évolutions sont intervenues par rapport au document soumis pour avis à l'Autorité de la concurrence et France Télécom s'en félicite. Sur les parties non modifiées, France Télécom renvoie intégralement à ses réponses du 23 mars 2011 et du 27 mai 2011 et concentre ses commentaires sur les éléments nouveaux ou sur les éléments qui méritent de nouveaux développements.

### **1- La délimitation des marchés de la téléphonie fixe : le marché de gros du départ d'appel.**

La distinction faite par l'Autorité dans son projet de décision entre le départ d'appel SVA et le départ d'appel de la présélection et de l'internet bas débit est tout à fait pertinente.

Concernant le départ d'appel SVA, France Télécom maintient sa position : le marché du départ d'appel d'un opérateur de boucle locale donné est un marché pertinent sur lequel chaque opérateur devrait être déclaré puissant. Par conséquent une régulation symétrique devrait s'appliquer dès le début de ce 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché.

L'Autorité quant à elle n'identifie pas de marché pertinent au départ des différentes boucles locales et n'envisage pas de symétrie tarifaire avant le début du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché. Cela ne paraît pas équitable pour France Télécom : une telle approche conduirait en effet à ce que le tarif du départ d'appel de France Télécom soit inférieur à ses coûts réels, comme cela est démontré au paragraphe 4 ci-dessous, alors que celui des opérateurs tiers serait égal à plus du double de leurs coûts, ces coûts à la différence de France Télécom, correspondant à ceux d'un réseau NGN.

Par conséquent, France Télécom ne peut qu'encourager l'Arcep à accélérer les travaux engagés au niveau européen sur le traitement réglementaire des services à valeur ajoutée.

### **2- Les obligations non tarifaires d'interconnexion et d'accès imposées à France Télécom.**

#### **2.1- Obligation de fourniture d'une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique.**

France Télécom ne peut que s'étonner des ajouts apportés par l'Autorité à son projet de décision, en particulier concernant le suivi opérationnel.

En premier lieu France Télécom regrette que ce point n'ait fait l'objet d'aucun échange bilatéral.

Ensuite, France Télécom attire l'attention de l'Autorité sur le risque de rigidification des échanges qu'entraînera inévitablement la mise en place d'un tel système. Par ailleurs, France Télécom rappelle que la DIVOP communique déjà régulièrement sur les évolutions prévisionnelles apportées au système d'information.

Enfin, un tel suivi opérationnel qui n'a pas été jugé nécessaire sur le dégroupage pour la production de plusieurs dizaine de millions d'accès est disproportionné à un moment où l'essentiel des questions abordées lors des réunions multilatérales portent plus sur des points de documentation que sur des évolutions majeures de l'offre. Ce n'est pas un bon signal donné aux équipes de France Télécom qui s'investissent chaque jour pour le bon fonctionnement de l'offre.

## 2.2- Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès.

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité et les vœux des acteurs du secteur quant à l'évolution de l'interconnexion des réseaux fixes sur le territoire métropolitain vers une réduction sensible du nombre des points d'interconnexion pertinents qui interviendra avec l'évolution attendue vers l'interconnexion en mode IP.

### **Pour le trafic au départ ou à destination des accès au service téléphonique s'appuyant sur la technologie TDM (ou RTC).**

France Télécom partage entièrement l'avis de l'Autorité sur le caractère raisonnable de maintenir les points d'interconnexion pertinents au CA tout en poursuivant les programmes de compactage en cours.

France Télécom tient à rappeler néanmoins que si la cible à long terme est bien un réseau fixe tout IP, le fait que 75 % de ses clients sont encore raccordés en TDM d'une part et l'immaturité de l'interconnexion en IP sur le marché national pour traiter tous les types d'appels émis depuis une boucle locale en TDM d'autre part, imposent que l'interconnexion entre réseaux se fasse très majoritairement selon une interface TDM durant la période couverte par le prochain cycle d'analyse de marchés. Enfin comme France Télécom a pu l'exposer dans ses différentes réponses précédentes, en dehors du compactage du réseau TDM (réduction du nombre de CAA), France Télécom n'estime pas raisonnable la réduction drastique du nombre des points pertinents d'interconnexion TDM sur la durée de cette analyse des marchés de la téléphonie fixe.

### **Pour le trafic au départ ou à destination des accès au service téléphonique s'appuyant sur la technologie IP, que le numéro soit géographique ou non géographique.**

Sous réserve d'études ultérieures et des travaux contradictoires avec l'ensemble des acteurs dans le cadre de la FFT et sous l'égide de l'Arcep, France Télécom partage les souhaits exprimés par l'Autorité de proposer une modalité alternative d'interconnexion pour le trafic au départ ou à destination des accès au service téléphonique s'appuyant sur la technologie IP afin de limiter le nombre des points d'interconnexion pertinents.

Cependant, il n'apparaît pas raisonnable de se figer sur un nombre prédéterminé de points d'interconnexion pertinents comme le souhaitent certains acteurs sans laisser le soin au secteur de mener et d'aboutir sur les études technico-économiques ad-hoc.

De plus, le trafic au départ des accès en boucle locale IP présente certaines particularités qu'il faut traiter séparément du trafic à destination des accès en boucle locale IP.

Aujourd'hui concernant le départ d'appel des accès au service téléphonique IP seul le départ d'appel vers les services à valeur ajoutée existe et ce trafic est collecté au niveau des PRO, point d'interconnexion pour la remise du trafic aux différents collecteurs. Ces points d'interconnexion sont déjà en nombre réduits.

Il n'y a donc pas lieu d'introduire une obligation de réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents au départ des accès de la boucle locale IP de France Télécom.

Par conséquent l'obligation éventuelle ne doit porter que sur le trafic à destination des accès de boucle locale IP. Pour ce dernier, France Télécom n'est pas opposée à réduire le nombre de points d'interconnexion pertinents.

#### ***Mais le délai de 18 mois nous semble trop court vis à vis des travaux restant à mener :***

- définir le plan de migration des points d'interconnexion pertinents actuels vers les nouveaux points,
- la migration nécessitera des ressources humaines et techniques (insuffisantes à ce jour) à définir en concertation avec tous les acteurs du secteur,
- définir le niveau de qualité de service propre à une interconnexion IP,
- savoir localiser l'émetteur d'un appel vers des services d'urgence,
- réaliser tous les tests d'interconnexion préalables à la mise en service d'une nouvelle interconnexion, et ceci opérateur par opérateur.

Cette liste n'est pas exhaustive à ce stade. Il paraît en effet nécessaire que cette réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents se fasse à l'occasion de la mise en œuvre d'une interconnexion IP.



Enfin, dans le cas où un opérateur nous remettrait du trafic sur ces nouveaux points d'interconnexion pertinents, non plus vers des accès de boucle locale IP mais vers des accès de boucle locale TDM, il faudrait dans ce cas évaluer le surcoût de France Télécom pour réacheminer l'appel sur le point pertinent relatif aux accès de boucle locale TDM. Dans ce cas là le surcoût généré par le réacheminement devrait être refacturé aux opérateurs alternatifs.

Dans le cas où France Télécom envisagerait un déploiement progressif des futurs points d'interconnexion pertinents pour les appels à destinations des accès en boucle locale IP, sans préjuger des conclusions des travaux en cours au sein de la FFT et des travaux devant être initialisés par l'Arcep, et dans l'idée de ne provoquer aucune discrimination entre les opérateurs connectés, France Télécom devrait réaliser cette opération avec la mise en place de critères objectifs et non discriminants (comme par exemple des plaques géographiques) pour engager ce déploiement progressif et par étape.

La localisation des nouveaux points d'interconnexion pertinents devra faire l'objet de discussions avec les opérateurs actuellement interconnectés. A noter, que les PRV, points d'interconnexion TDM permettant d'atteindre les abonnés IP de France Télécom, pourraient perdurer pendant une phase transitoire, permettant aux opérateurs tiers de migrer vers la nouvelle interconnexion IP.

Pour France Télécom, il est donc prématuré d'imposer une obligation de réduction du nombre de point pertinent pour le trafic des accès en boucle locale IP, a fortiori dans un délai de 18 mois ne permettant pas d'achever au préalable les travaux nécessaires relatifs à l'interconnexion IP. En effet, il n'existe pas de normes complètes et stables adoptées par le secteur pour l'interconnexion IP, la mise au point d'offres d'interconnexion IP n'est pas mature, et les principaux opérateurs n'en expriment pas la demande. Par conséquent une telle obligation ne se justifie pas pour le prochain cycle d'analyse de marché. Cela sera sans doute justifié pour le cycle suivant dès lors que l'interconnexion IP sera normalisée.

Enfin l'application de l'obligation prévoyant d'imposer à France Télécom, pour le trafic à destination des accès de boucle locale IP une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents y compris pour les numéros géographiques IP, conduirait France Télécom à communiquer les numéros de ses accès géographiques IP à ses concurrents afin qu'ils puissent router le trafic vers le bon point d'interconnexion pertinent. France Télécom souligne de nouveau que cette solution n'est pas acceptable pour elle car elle permettrait à tout opérateur de connaître de facto les noms et adresses des clients de ses offres multiservices, et par déduction de ses clients RTC. Pour France Télécom une telle obligation concernant le marché de gros doit donc être exclue du fait de ses conséquences sur le marché de détail.

La réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents pour les appels destinés aux accès en voix sur IP se justifiera donc à l'occasion du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché, avec la mise en œuvre et la généralisation de l'interconnexion IP.

### **3- Les obligations tarifaires imposées sur les marchés de gros de la terminaison d'appel fixe.**

#### ***Sur le niveau tarifaire de l'encadrement pluriannuel des tarifs de terminaison d'appel.***

France Télécom se félicite de la prise en compte de certaines de ses remarques dans la détermination du niveau tarifaire de la terminaison d'appel comme la prise en compte des coûts commerciaux de gros spécifiques à la prestation de terminaison d'appel. Cependant France Télécom regrette que certaines propositions d'améliorations n'aient pas été prises en compte.



**Les coûts supports associés au patrimoine** purement incrémental, et à son exploitation n'ont pas été pris en compte ou bien sont nettement sous évalués. Selon l'analyse de France Télécom ils font partie des coûts évitables à long terme de l'incrément "terminaison d'appel". France Télécom réaffirme que les coûts supports (coûts de bâtiments, de formation, de logistique, etc...) ne peuvent pas être écartés sans réaliser une erreur manifeste : ce n'est pas parce qu'une baie est incrémentale à la terminaison d'appel qu'elle ne doit pas être hébergée dans un bâtiment. De même, les techniciens qui exploitent la baie incrémentale doivent disposer d'une position de travail, de formation etc...

**[Secret des affaires].**

En conclusion, la non prise en compte des coûts supports sous-estime le niveau tarifaire de la terminaison d'appel d'environ **[Secret des affaires]**.

Sur les **coûts communs indivis**, l'absence de leur prise en compte dans le cout incrémental à long terme de la terminaison d'appel nous semble être une erreur. France Télécom réaffirme que les coûts communs indivis d'une entreprise sont causalement engendrés par l'ensemble de son activité. Ils sont d'autant plus élevés que l'activité de l'entreprise est importante. La terminaison d'appel, comme toute activité, engendre sa quote part de coûts communs qui font donc partie des coûts incrémentaux de long terme. Par conséquent la non prise en compte de ces coûts ou d'une quote part sous-estime le niveau tarifaire de la terminaison d'appel inscrit dans le projet de décision de l'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

La non prise en compte de ces coûts sous-estime de façon significative les niveaux tarifaires pluriannuels de la terminaison d'appel fixe inscrits dans le projet de décision. France Télécom évalue que les couts incrémentaux d'un opérateur efficace de téléphonie fixe sont largement supérieurs à 0,1cent€/mn durant toute la prochaine période d'analyse de marché.

#### ***Le traitement des coûts complets non recouverts via la prestation de terminaison d'appel.***

France Télécom se félicite que l'Autorité estime pertinent et légitime que soit recouvert une partie des coûts complets non couverts par le niveau tarifaire de la terminaison d'appel défini dans le projet de décision de l'Autorité.

Pour France Télécom ces coûts devront être recouverts à la fois sur les marchés de détail et les marchés de gros suivant une règle objective et non discriminatoire. Le recouvrement d'une partie ces coûts sur le marché de gros est de nature à avoir un impact sur les tarifs de certaines prestations de gros, orientés vers les coûts, prestations basées sur une technologie RTC (départ d'appel RTC et/ou vente en gros de l'abonnement au service téléphonique).

#### ***La suppression de l'asymétrie dans le niveau tarifaire de la terminaison d'appel.***

France Télécom se félicite de la suppression de l'asymétrie des terminaisons d'appels entre France Télécom et les opérateurs tiers dès le début de l'application de cette décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe. Cela met fin à une situation atypique et anormale dont ont largement bénéficié certains opérateurs alternatifs y compris sur des marchés connexes tels que celui des accès haut débit triple play au détriment de France Télécom.



### **Les paramètres de l'encadrement tarifaire pluriannuel.**

France Télécom a bien noté les modifications des paramètres du panier moyen de consommation. Afin de lever toute ambiguïté sur les mises à jour techniques des fiches tarifaires de l'offre de référence qu'impose cette actualisation du panier, France Télécom souhaite que dans un des articles de la décision il soit fait mention sans ambiguïté de la mise en application de ce nouveau panier de consommation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011. Ainsi cela évitera le dépôt d'éventuelles réclamations des opérateurs tiers pour non respect du délai de prévenance dans le cas des mises à jour tarifaires. En effet, tout en respectant d'une part la mise à jour des paramètres du panier moyen de consommation et d'autre part l'application du tarif moyen de la terminaison d'appel (mais aussi du départ d'appel) calculé sur ce nouveau panier, certaines composantes peuvent voir leur prix évoluer marginalement à la baisse ou la hausse suivant les cas.

## **4- Les obligations tarifaires imposées sur le marché de gros du départ d'appel fixe.**

Concernant le départ d'appel SVA, l'Autorité n'identifie pas de marché pertinent au départ des différentes boucles locales et propose une symétrie tarifaire uniquement au début du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché. Cela ne paraît pas équitable : une telle approche conduirait en effet à ce que le tarif de France Télécom soit très proche, voire inférieur à ses coûts réels, alors que celui des opérateurs tiers serait égal à plus du double de leurs coûts, ces coûts à la différence de France Télécom, correspondant à ceux d'un réseau NGN.

Pour le départ d'appel SVA au départ d'une boucle locale de France Télécom, dans une grande majorité des cas, l'appel est au départ d'un accès RTC. Dans ce cas pour déterminer le niveau tarifaire du départ d'appel, nous devrions partir des coûts complets constatés de France Télécom et non des coûts complets d'un opérateur générique efficace qui lui est en technologie NGN. De plus, même pour les départs d'appels d'un accès IP vers les SVA, l'appel est traité par la technologie TDM car à ce jour seule cette technologie permet d'acheminer un appel de façon efficace vers des services à valeur ajoutée. En effet le protocole SIP ne permet pas de traiter efficacement les appels vers les SVA en technologie IP. Un palliatif à ce protocole est le SIP-I mais il n'est pas reconnu à ce jour par la communauté des opérateurs comme étant la cible en termes de norme technologique.

Cependant, France Télécom propose afin de mieux cerner le niveau minimal non excessif du tarif du départ d'appel vers les SVA, une méthode alternative : d'une part, la prise en compte d'une quote part des coûts complets de France Télécom pour le départ d'appel d'un accès RTC et d'autre part une quote part des coûts complets d'un opérateur générique efficace (modèle de l'opérateur générique) pour le départ d'appel d'un accès IP. Ces quote parts sont déterminées en fonction des proportions des volumes au départ des accès RTC et au départ des accès IP. A ces coûts complets, pourrait s'ajouter un taux de marge non excessif.

La partie des coûts pour les accès IP (basés sur le modèle de l'opérateur efficace) doit être corrigée :

- des coûts non pris en compte par l'Autorité au niveau des coûts supports des plateformes voix (voir notre développement ci dessus concernant la terminaison d'appel),
- des surcoûts générés par la répartition des appels vers les numéros de type SVA, différente de la répartition classique des appels vers les numéros interpersonnels.

En effet France Télécom constate qu'en comparant la répartition hebdomadaire de 100 minutes de trafic vers des numéros de type SVA à la répartition de 100 minutes de trafic vers des numéros interpersonnels, le trafic à destination des numéros de type SVA est plus "concentré". Voir l'annexe 2.

**[Secret des affaires]**

Le coût complet mixte (RTC et IP) ainsi obtenu pour le départ d'appel doit ensuite être corrigé des coûts de la mise en œuvre du message gratuit d'information tarifaire (MGIT).

**[Secret des affaires]**





En résumé les résultats de ces calculs sont récapitulés dans le tableau ci dessous.

**[Secret des affaires]**

En conclusion, France Télécom arrive à un coût complet du départ d'appel sensiblement supérieur aux différents niveaux tarifaires mentionnés dans l'encadrement tarifaire prévu dans le projet de décision de l'Autorité.

De plus si on ajoute une marge de non excessivité **[Secret des affaires]** aux coûts ainsi obtenus, le niveau tarifaire non excessif du point de vue de France Télécom est nettement supérieur aux tarifs proposés par l'Autorité.

Dans ce contexte, France Télécom propose un encadrement tarifaire identique pour l'ensemble des opérateurs à un niveau supérieur ou égal aux coûts complets constatés de France Télécom, et cela dès le début de ce 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché. Cela serait avantageux pour les opérateurs alternatifs car supérieur à leurs coûts réseaux NGN, différents de ceux de France Télécom du fait de l'utilisation du RTC, et d'autre part cela permettrait d'afficher une symétrie tarifaire immédiate.



**Annexe 1 : Remarques sur les données demandées par  
l'Autorité listées dans l'annexe D suivant une périodicité  
trimestrielle.**

***[Secret des affaires]***

**[Annexe 2 : *Secret des affaires*]**